

**Annexe**  
**A8**



**NATIONS UNIES**  
**MADAGASCAR**



**Analyse commune de pays**  
du Système des Nations Unies  
à MADAGASCAR

---

**LE RISK INFORMATION EXCHANGE  
(RIX) SPOTLIGHT POUR  
MADAGASCAR**

---

**2022**

<b>SOMMAIRE</b> .....	2
<b>SIGLES ET ABRÉVIATIONS</b> .....	3
<b>01 .INTRODUCTION</b> .....	4
<b>02. LES PRINCIPALES DIMENSIONS DU NEXUS HDP À MADAGASCAR</b> .....	6
<b>2.1.</b> Des crises de plus en plus complexes et interconnectées qui menacent et fragilisent d'autant plus les investissements pour le développement durable. ....	7
<b>2.2.</b> Un cycle de réactions humanitaires à des catastrophes régulières qui posera la question des connexions entre humanitaire et développement, et plus généralement de la planification au développement .....	7
<b>2.3.</b> Des facteurs sous-jacents et structurels aux impacts grandissants sur l'exposition et la vulnérabilité et donc à comprendre pour les planifications au développement. ....	8
<b>2.4.</b> Un manque de durabilité et de cohérence dans les interventions qui se traduit par une dispersion des efforts, une mauvaise coordination de projets et une faible pérennisation des acquis. ....	10
<b>RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES</b> .....	11

**SIGLES ET ABRÉVIATIONS**

<b>ACC</b>	Adaptation au Changement Climatique
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>CCA</b>	Common Country Analysis (Analyse Commune de Pays)
<b>HDP</b>	Nesus Humanitaire, Développement et consolidation de la Paix
<b>ODD</b>	Objectifs de Développement Durable
<b>OCDE</b>	Organisation de Coopération et de Développement Économique
<b>OCHA</b>	Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (Office for Coordination of Humanitarian Affairs)
<b>OIM</b>	Organisation Internationale pour les Migrations
<b>RRC</b>	Réduction des Risques de Catastrophes
<b>SNU</b>	Système des Nations Unies
<b>UNICEF</b>	United Nations Children's Fund

01

# Introduction



**NATIONS UNIES**  
**MADAGASCAR**



Avec près de 74,3% de la population vivant avec moins de 1,90 USD par jour et 5 millions de personnes (22% de la population) vivant dans des zones très exposées aux aléas climatiques (UNICEF, 2021), Madagascar fait face à de nombreux défis qui impactent grandement l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD). Comme la récente crise de la COVID-19 l'a démontré avec acuité, les risques auxquels fait face le pays, loin d'être isolés entre eux, sont interconnectés et systémiques, générant des impacts conjugués en cascades sur les secteurs et les systèmes, accentuant les vulnérabilités. D'autre part, ces risques doivent être considérés dans une logique de continuité et de connexion entre interventions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix (Nexus HDP). D'un côté, les impacts cumulés des crises humanitaires cycliques renforcent la pauvreté et l'insécurité ; de l'autre, les conditions d'insécurité chroniques et la pauvreté chronique augmente la fragilité et la vulnérabilité de la population en devenant de moins en moins résistante aux chocs climatiques et autres.

Outre une compréhension de la complexité des risques et la nécessité d'une approche HDP, cette section s'attache à apporter quelques éléments de compréhension sur le fait que les causes profondes de ces chocs reposent sur l'approche au développement durable. Les conséquences des récents événements (COVID-19, guerre en Ukraine, saison cyclonique de 2022, sécheresse 2020/2021) doivent nous amener à repenser cette approche en termes de durabilité et résilience, notamment en informant ce développement par les risques. Cette section souligne quelques-uns de ces éléments afin d'ouvrir la réflexion au sein du Système des Nations Unies (SNU) pour adresser ensemble et de manière cohérente les défis qui s'ouvrent pour le développement durable du pays.

**02**

**LES PRINCIPALES  
DIMENSIONS  
DU NEXUS HDP  
À MADAGASCAR**



**NATIONS UNIES  
MADAGASCAR**



## 2.1

### DES CRISES DE PLUS EN PLUS COMPLEXES ET INTERCONNECTÉES QUI MENACENT ET FRAGILISENT D'AUTANT PLUS LES INVESTISSEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Un simple regard sur 2022 permet d'apprécier cette complexité. L'impact combiné de vagues successives de la pandémie dont la troisième au tournant de l'année, de six aléas météorologiques tropicaux majeurs<sup>1</sup> et de l'escalade du conflit en Ukraine devrait entraîner – selon la Banque Mondiale (2022) - une chute de la croissance en 2022 à 2,6 %, tandis que l'inflation s'accélère à 7,5 %. Et le déficit du compte courant se creuse à 7 % du PIB. Malgré les perspectives d'une croissance qui devrait s'accroître pour atteindre 4,2 % en 2023 et 4,6 % en 2024 et une baisse progressive des taux de pauvreté, à 80,2% en 2023 et 79,9% en 2024 (Banque Mondiale, 2022), les risques liés aux défis de la reprise économique sur le long terme sont particulièrement importants dans un contexte incertain. Si l'on ajoute à cela des sécheresses historiques en 2020 et 2021 qui ont poussé près de 1,68 million de personnes dans l'insécurité alimentaire sévère en 2022 (OCHA, mai 2022), on comprend mieux à la fois les interconnexions et la complexité de la situation. L'augmentation de la fragilité de Madagascar en 2022, passé sur la liste des pays "high warning" après trois années d'amélioration des différents indicateurs de fragilité, est une des conséquences directes de l'impact de ces crises.<sup>2</sup>

Il est intéressant de regarder également l'interaction entre les risques sécuritaires<sup>3</sup> et climatiques (ou de sécurité climatique) qui elle aussi tend à s'amplifier. De manière générale, la sécurité climatique<sup>4</sup> tend à comprendre les liens systémiques entre la dégradation des conditions de vie en raison de catastrophes climatiques ou d'une évolution du climat entraînant la perte ou la diminution de moyens de subsistance, et les risques et crises sécuritaires qui régulièrement frappent certaines régions ou un pays dans son ensemble. A titre d'exemple, dans le sud de Madagascar, l'augmentation du phénomène de Dahalo ou de vols de bétails depuis les années 2010 a un impact direct sur les capacités des populations à affronter les crises climatiques. Dans l'autre sens, la dégradation des conditions de vie en raison de crises ou tout simplement du changement climatique, peut participer à l'insécurité et aux conflits sur l'ensemble du territoire.

Ce risque composite est par ailleurs à mettre en relation avec d'autres phénomènes directement liés tels que les migrations. Ce phénomène migratoire s'accroît en raison de l'intensité des crises climatiques, et les faiblesses en matière de gestion durable des ressources naturelles qui entraînent une disparition de ces dernières et donc des moyens de subsistance de nombreuses communautés. Les migrations provoquées par les sécheresses à Madagascar sont un exemple clair. Malgré le manque de données qui permettraient de mieux mesurer cette dynamique pendant l'épisode 2020/2021, pour la comprendre et mieux l'anticiper dans l'avenir, les observations récentes de l'OIM et des agences présentes sur le terrain des migrations engendrées par la sécheresse dans le Grand Sud, notamment en direction de la région de Menabe ont des impacts graves sur l'environnement qui présentent un fort risque de conflit avec les habitants hôtes de la région. Ces dynamiques migratoires ne sont pas nouvelles et ont été observées durant d'autres épisodes de sécheresse ou de crise d'une manière plus générale (Canavesio, 2015), elles tendent apparemment à s'accroître. Les intégrer dans les planifications du développement pour mieux les anticiper et les gérer en cas de catastrophe, revêt dès lors une importance fondamentale dans ce contexte de changement climatique.

## 2.2

### UN CYCLE DE RÉACTIONS HUMANITAIRES À DES CATASTROPHES RÉGULIÈRES QUI POSE LA QUESTION DES CONNEXIONS ENTRE HUMANITAIRE ET DÉVELOPPEMENT, ET PLUS GÉNÉRALEMENT DE LA PLANIFICATION AU DÉVELOPPEMENT

Madagascar s'inscrit encore trop dans un cycle de perpétuelle réaction humanitaire. Or, beaucoup des catastrophes affectant le pays, et notamment les catastrophes d'origine climatique, sont cycliques. Une planification et une implémentation d'interventions pour le développement durable sur le long-terme cohérentes entre tous les acteurs et informées par ces mêmes risques, devraient participer à réduire les expositions et les vulnérabilités et de fait, les impacts des crises qui frappent régulièrement le pays. Il est également nécessaire de s'assurer des connexions et de la continuité entre les interventions humanitaires, celles pour le développement et pour la consolidation de la paix. Assurer un continuum fluide entre l'anticipation, la préparation, la réponse, le relèvement et la prévention dans une démarche de résilience et de développement.

1. Il s'agit des cyclones Batsirai et Emnati, et des tempêtes tropicales Ana, Dumako, Gombe et Jasmine qui ont frappé Madagascar entre janvier et avril 2022, tuant 214 personnes et en impactant gravement plus de 570,000 (OCHA, Mai 2022).

2. Voir les bases de données et analyses du Fond pour la Paix et son index sur la fragilité des États ou encore OCDE (2022). Ce dernier est particulièrement intéressant car sa mesure comprend à la fois des aspects sociaux, économiques et politiques, et de ce fait a une relation de cause à effet avec les multiples crises et leurs impacts socio-économiques sur la société malagasy de ces dernières années.

3. Voir PNUD & DPPA (2022) pour une analyse détaillée des facteurs clés de conflits et d'instabilité à Madagascar.

4. Pour un aperçu rapide sur les liens entre climat/changement climatique et sécurité en Afrique, voir Africa Center for Strategic Studies (2021).

Malheureusement, et malgré de clairs efforts de la part tant du gouvernement que du Système des Nations Unies (SNU) et des partenaires dans la mise en place d'un mécanisme Humanitaire-Développement-Paix (HDP), son opérationnalisation pose encore des défis et tardent à venir. De 2017 à 2019, le SNU avait poussé la mise en place d'une Stratégie Intégrée pour le Développement du Grand sud, sous le lead du Ministère en charge de la planification. C'était le premier embryon du Nexus à Madagascar, prêt à être lancée officiellement en 2019 mais qui a malheureusement été mis de côté pour adresser d'autres priorités comme le COVID-19 qui frappait le monde à la même période.

En 2022, le SNU a mis en place un nexus HDP pour le Grand Sud, partie du pays concentrant une grande partie de l'attention des partenaires à la suite des conséquences dramatiques de la sécheresse de 2020/2021. Dans ce cadre, les Zones de Convergences sont un exemple d'expérimentation visant à changer les types d'intervention classiques des agences, entre autres autour du nexus humanitaire, développement et consolidation de la paix (UNCT, 2021). Selon leurs mandats spécifiques, les partenaires ont été invités à définir et mettre en œuvre conjointement des actions complémentaires, multiacteurs et multisectorielles qui répondent à des besoins identifiés avec les populations et les autorités locales dans huit communes de convergence, localisées dans 4 Régions du pays (Androy, Anosy, Vatovavy et Itasy).

Outre le problème des sécheresses, se pose aussi celui des cyclones. L'impact énorme de la saison cyclonique 2022 avec des dégâts sur l'agriculture estimés dans le Grand Sud-Est à près de 78 Million de USD pour l'agriculture de rente et 1,5 Million de USD (FAO, 2022) pour l'élevage se fait encore ressentir huit mois après la catastrophe. La coordination humanitaire est encore très active alors que la phase de préparation va débiter pour une prochaine saison potentiellement aussi grave qui se profile. Le temps de relèvement après des catastrophes ayant un impact aussi grand<sup>5</sup> ne permet ainsi pas au pays de passer par une phase de développement. Très peu d'infrastructures endommagées/détruites sont reconstruites après chaque cyclone (écoles, les centres de santé, les barrages, etc.), aggravant encore la situation pour la saison suivante et, plus en général, dans une optique de trajectoire de développement durable.

## 2.3 | DES FACTEURS SOUS-JACENTS ET STRUCTURELS AUX IMPACTS GRANDISSANTS SUR L'EXPOSITION ET LA VULNÉRABILITÉ ET DONC À COMPRENDRE POUR LES PLANIFICATIONS AU DÉVELOPPEMENT.

Repenser le développement durable en intégrant d'emblée les risques et par-delà l'éventualité de la réponse humanitaire, impose de comprendre ce qui le contraint et ce sur quoi, à travers une approche commune, nous pouvons influencer en termes d'évolution de certains paramètres (le climat est ici pris comme exemple) et des causes profondes des vulnérabilités. Ici sont proposés quelques premiers éléments d'analyse et de réflexion qui mériteront un approfondissement dans le cadre d'une analyse des vulnérabilités structurelles pour la planification des interventions visant le développement durable.

- **Des changements climatiques dont les conséquences sont déjà prévisibles.** Une récente étude réalisée par UNHABITAT et des partenaires à Morondava (UNHABITAT, 2022) dresse un tableau intéressant des potentiels impacts des changements climatiques car emboitant les échelles nationale et locale. Sur la base des rapports récent du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), il est prévu pour Madagascar une augmentation des températures de 1,15°C d'ici à 2050 et des précipitations de l'ordre de 6,3% entre 2041 et 2060. Ces éléments cumulés laissent présager des phénomènes climatiques plus intenses et plus fréquents dans les années à venir<sup>6</sup>. Si nous ne pouvons pas agir sur l'aléa climatique, il est en revanche de notre responsabilité de nous assurer que la planification au développement prenne en compte ces éléments pour protéger les investissements et réduire les vulnérabilités et les expositions.
- **Des ressources naturelles dont la dégradation participe à l'augmentation des risques.** L'État Malgache ambitionne l'émergence de Madagascar. La protection de l'environnement et la prise en compte des risques et des changements climatiques font partie des éléments transversaux qui y sont intégrés. Ces aspects prennent une importance d'autant plus grande qu'après deux crises globales majeures successives (la COVID-19 et la guerre en Ukraine), une relance économique rapide et de courte vue au détriment de l'environnement et non informé par les risques, est particulièrement tentante. Le modèle de développement adopté à Madagascar, axé sur la promotion des secteurs extractif, touristique et agro-industriel, ainsi que sur le développement de l'économie bleue, doit assurer qu'il ne s'agit pas d'un modèle priorisant un développement économique largement prédateur et dans

5. Un cyclone puissant peut engendrer une contraction du PIB de l'ordre de 4% (OCHA, 2022). Et très peu d'infrastructures endommagées/détruites sont reconstruites après chaque cyclone, comme les écoles, les centres de santé, les barrages, etc.

6. Sur les conséquences que Madagascar subie déjà en matière de changements climatiques, voir notamment l'article de Météo France sur le caractère "jamais vu" de la saison cyclonique 2021/2022. Tant du point de vue du nombre de systèmes tropicaux ayant frappé l'île que dans leurs caractéristiques même.



lequel la protection de l'environnement est perçue comme une contrainte et un frein, car cela ne ferait que créer des risques environnementaux additionnels et d'entraver la trajectoire vers la durabilité. En outre, la déforestation et la dégradation des milieux humides jouent un rôle clé dans l'augmentation d'autres risques de catastrophe (sécheresses, inondations, cyclones, zoonoses). Entre 1956 et 2014, l'île a perdu 44% de couverture forestière. Et sur la forêt restante, uniquement 10% de surfaces boisées sont originelles (WWF, 2022). Les modes de culture sur brûlis (ou « tavy ») provoquent l'incendie d'un tiers du territoire malgache chaque année, surface à laquelle s'ajoute les coupes illégales de bois précieux.

- **Une pauvreté profonde conjuguée à une augmentation démographique de plus en plus intense qui oblige à mieux planifier les investissements pour le développement durable.** Près de 1,4 million de personnes ont plongé dans l'extrême pauvreté en 2020 à la suite des impacts socio-économiques de la pandémie, le taux de pauvreté passant de 74,3% en 2019 à 77,4% en 2020 (Banque Mondiale). Et les actuelles conséquences de la guerre en Ukraine dont la hausse des prix de l'énergie et des denrées en est un premier effet concret observé en ce moment, laissent entrevoir un scénario plus que pessimiste si rien n'est fait dès à présent pour absorber ce choc à long terme et favoriser une reprise économique et un relèvement social résilient. Par ailleurs, à cela vient s'ajouter une croissance démographique annuel de 2,6% et une population majoritairement jeune (près de 40% de la population est âgée de moins de 14 ans). Sans perspective de long terme et de système de protection social solide et élaboré dans une perspective de long-terme pour le développement, et non de réponse immédiate aux multiples chocs auxquels fait face le pays, la situation risque d'empirer dans les années qui viennent, venant aggraver les vulnérabilités et de ce fait, le développement durable du pays.
- **Des inégalités ayant des effets multiples sur les vulnérabilités (genre, albinisme, classes).** Il existe des tensions inter-ethniques et inter-classes dans l'ensemble du pays, renforçant les aspects de sécurité et de conflit qui tendent à s'accroître en conjonction avec les autres risques. Le Profil Genre de Madagascar de la Banque Africaine de Développement (BAD) de 2017 met en exergue la continuité des questions de genre, « *lesquelles s'érigent en « questions systémiques », touchant tous les secteurs et s'élevant en obstacles à une croissance inclusive : elles s'imbriquent entre elles et se constituent en causes immédiates, sous-jacentes et profondes des disparités de genre, des plus visibles aux plus subtiles, qui caractérisent le pays* » (BAD, 2017). Ces questions systémiques portent sur sept éléments principaux :
  - a. **Des normes sociales qui restent centrées sur les hommes**, et dont l'aspect le plus visible se trouve dans la persistance de la division du travail au sein du ménage (contrôle/décision pour les hommes et exécution pour les femmes)
  - b. **Un écart important entre les lois et leur application**, et donc une prédominance du droit coutumier et la difficulté de l'accès aux tribunaux dans les zones rurales qui entretiennent une continuité des pratiques sexistes et de soumission des femmes
  - c. **Une prévalence élevée des mariages et grossesses précoces des filles**, dont la persistance s'explique en partie par l'effet conjugué des deux points précédents
  - d. **Un cumul disproportionné des tâches reproductives et productives par les femmes**, qui « *est un effet des points (a) et (b), exacerbé par (c) et par la précarité persistante de la situation nutritionnelle et sanitaire des femmes et des enfants : leurs rôles multiples au sein du ménage, non monnayés ni valorisés, amplifiés d'autant lorsqu'elles sont à la fois aides familiales, s'élevant en contrainte majeure à leurs activités économiques et à leur propre santé.* »
  - e. **Une persistance du fléau de la violence basée sur le genre**, qui inclue « *l'exploitation sexuelle des enfants et le tourisme sexuel impliquant des enfants, est l'effet de (a) à (c), amplifié par les conditions de pauvreté ambiante et d'autres facteurs.* »
  - f. **Un accès plus limité des femmes aux opportunités économiques** qui résulte de la conjugaison des facteurs évoqués ci-dessus.

Enfin, les persécutions et discriminations en direction des albinos ont vu leur nombre augmenter ces dernières années, renforçant d'autant plus la précarité de ces personnes. La récente mission conjointe effectuée dans le Sud du pays et dont le rapport a déjà été cité dans cette section, montre de manière très intéressante les sensibilités qui rendent la prise en compte de ces aspects compliquée mais cruciale si l'on veut adresser les causes profondes des chocs dans cette région du pays, et plus généralement à l'ensemble de Madagascar (BCR, 2022).

- Un accès aux services de base encore trop faible. L'accès à l'eau et à l'assainissement à Madagascar présente de profondes inégalités, des services de faible qualité, et qui manquent de résilience face aux événements climatiques extrêmes. 54,4 % de la population au niveau national a accès à l'eau, et seulement 12,3 % de la population à l'assainissement (Banque Mondiale et Gouvernement de Madagascar). Dans le même ordre, l'accès aux services de santé est également une problématique importante mais très inégale en fonction de la classe économique et de la zone d'habitation. Ainsi, en zone rurale 35% de la population vit à plus de 10 km d'un centre de santé (INSTAT,

2021). Malgré des efforts depuis 2017 pour mettre en place une couverture sanitaire universelle (efforts qui peinent encore à porter leurs fruits), l'État en 2021 n'allouait que 5 à 7% de son budget pour la santé (INSTAT, 2021). Les problèmes d'accès à l'éducation sont à mettre en parallèle avec la très importante population jeune, donc dite « scolaire ». Là encore, les inégalités de classe et géographiques sont importantes, notamment entre milieux urbain et rural. La construction d'une trajectoire de développement durable pour Madagascar doit impérativement reposer sur la contribution de tout le monde ; dans ce sens, les inégalités – de moyens, de pouvoirs et d'esprits – représentent des obstacles majeurs et des causes sous-jacentes majeurs pour des comportements non-durables.

- Une faiblesse de la gouvernance. La volonté du gouvernement d'inscrire le pays dans une trajectoire de développement durable peut s'observer à différents niveaux et à travers différents exemples. Les cadres politiques et légaux du développement général et pour chaque secteur, même si perfectibles montrent une volonté claire d'incorporer les défis auxquels le pays fait face. Le récent engagement politique pour la décentralisation est également un exemple clair tout comme l'inscription dans les textes et l'application de l'installation dans chaque ministère sectoriel d'une personne et d'un service en charge de l'environnement et des changements climatiques. Cette mesure est d'ailleurs déjà appliquée dans certains ministères comme pour l'agriculture. Néanmoins, certains flous demeurent entre les textes, rendant certains difficiles à appliquer ou tout du moins, apportant une certaine confusion dans les rôles et responsabilités. La fréquence du turn-over dans les ministères est un autre problème rendant difficile la mise en œuvre de politiques sur le long terme. Enfin, malgré des ambitions plus ou moins claires, les moyens insuffisants à tous les niveaux rendent difficile leur mise en œuvre. Enfin, les stratégies et plans de développement ainsi que leurs budgets – aux niveaux national, régionale et communale - ne sont pas encore suffisamment informés par les risques, rendant tout investissement fragile car particulièrement exposé et parfois tendant même à augmenter le risque lui-même

## 2.4 UN MANQUE DE DURABILITÉ ET DE COHÉRENCE DANS LES INTERVENTIONS QUI SE TRADUIT PAR UNE DISPERSION DES EFFORTS, UNE MAUVAISE COORDINATION DE PROJETS ET UNE FAIBLE PÉRENNISATION DES ACQUIS.

La Banque Mondiale a effectué en 2021 un mapping des interventions de l'ensemble des partenaires considérées comme relevant de la résilience. Même s'il faut prendre ce document avec précaution (il manque très certainement des interventions et le focus est très orienté sur la Réduction des Risques de Catastrophes [RRC] et l'Adaptation au Changement Climatique [ACC]), il est intéressant d'observer qu'entre 2018 et 2021, plus de 1,3 milliard USD ont été investis sur ces questions dans le Grand Sud. Or, en 2021 la phase 5 (famine) de l'IPC a été atteinte pour la première fois<sup>7</sup>. Par ailleurs, malgré quelques efforts notables<sup>8</sup> aucune coordination visant la résilience et le développement efficace sur le terrain n'existe à l'heure actuelle pour prendre le relais de la coordination humanitaire. Cela se traduit encore trop souvent par un manque de cohérence et une dispersion des interventions. Or, construire la résilience et s'engager vers un développement durable exigent une approche coordonnée et cohérente entre les différents intervenants, qu'ils soient gouvernementaux, du SNU ou d'autres partenaires. Les conclusions de la mission conjointe dans le Sud de Madagascar met en relief ce manque de cohésion entre les différents partenaires dans cette région, les conséquences de son absence et la difficulté de son établissement.<sup>9</sup> Le guide commun des Nations Unies pour soutenir les sociétés dans le renforcement de leur résilience est à ce titre un outil important car il est central aux agences et apporte certains outils et une approche commune qui peuvent être adaptés au contexte de Madagascar (UN, 2020).

Cela pose également la question de la durabilité des interventions des acteurs du développement. De récentes consultations avec les autorités régionales et locales ainsi que les services déconcentrés des ministères sectoriels dans le sud de Madagascar<sup>10</sup> font ressortir un manque de considération des modèles économiques sur lesquels reposent nombre de projets orientés sur le développement économiques de localité et de région. Ces observations laissent à penser que nombre de ces projets ne reposent que sur les fonds des partenaires pour pouvoir fonctionner ce qui les rend particulièrement fragile et non durables. Enfin, et malgré le gros travail effectué notamment par

7. Pour plus de détails sur l'aggravation de cette crise, voir notamment l'Integrated Food Security Phase Classification (IPC) Snapshot April - December 2021.

8. La Plateforme Nationale de RRC (PFRR) est un exemple intéressant du fait de sa multi-sectorialité. Elle a été lancée en juin 2022 et réunissant l'ensemble des représentants des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux participant directement ou indirectement à la gestion de ces phénomènes sous l'égide de la CPGU. D'autres exemples sectoriels ou thématiques existent, comme la plateforme de coordination stratégique-environnement (PCS-E) ou encore la plateforme de coordination stratégique développement rural.

9. Un point dans la section dédiée à cette question dans le rapport est à ce titre intéressant : « En dehors de la coordination humanitaire assurée par le BNGRC et appuyé par OCHA et les agences SNU, qui assurent la coordination sectorielle pour les secteurs auxquels elles sont leads, la coordination des actions de résilience, de relèvement, et de développement est très faible »

10. Mission conjointe PNUD-Gouvernement dans les régions d'Androy et d'Anosy, 3-8 Octobre 2022. Autorités rencontrées : Gouverneurs des régions d'Androy et d'Anosy, chef de district d'Amboasary sud et plusieurs maires, chefs de gendarmerie et de services techniques de la zone, ONG Cara, gestionnaires de divers projets orientés sur le développement économique, la reprise post-COVID-19 et l'énergie solaire, représentants du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, du Ministère de l'énergie et du Ministère de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

UNICEF<sup>11</sup>, Banque Mondiale<sup>12</sup>, OIT et GIZ<sup>13</sup> sur le sujet, la faiblesse des systèmes de protections sociale et assurantiel rend les acteurs économiques et les individus eux-mêmes extrêmement exposés et vulnérables face à toute nouvelle catastrophe, anéantissant tous leurs efforts parfois en l'espace de quelques heures.

## Références bibliographiques

- Africa Center for Strategic Studies (2021). How Global Warming Threatens Human Security in Africa. October 29, 2021: <https://africacenter.org/spotlight/how-global-warming-threatens-human-security-in-africa/>
- Banque Africaine de Développement (2017). Profil Genre Pays. République de Madagascar. Etude dirigée par le Département Genre, Femme et Société Civile
- Banque Mondiale (2022). Madagascar Economic Update: Navigating Through the Storm, A New Drive for Reforms in Madagascar is Crucial. June 2022 <https://www.worldbank.org/en/country/madagascar/publication/madagascar-economic-update-navigating-through-the-storm-a-new-drive-for-reforms-in-madagascar-is-crucial>
- Bureau du Coordonnateur Résident (BCR) (2022). « Conclusions de la mission conjointe dans les zones enclavées du Sud pour examiner les causes profondes de la crise en matière de droits humains (27-29 avril 2022). » Agences ayant participé : BCR, OCHA, PNUD, UNICEF et UNFPA.
- Canavesio R. (2015). Les migrations dans le sud de Madagascar. Entre sécheresses occasionnelles et crise socio-économique structurelle. Autre Part. 2015/2-3 (N°74-75). Pages 259-278
- FAO (Juin 2022). Madagascar. Évaluation des dommages et pertes causés par les cyclones Batsirai et Emnati sur le secteur agricole dans le Grand Sud-Est de Madagascar. Rapport DIEM Impact
- Fond pour la Paix et son index sur la fragilité des États (<https://fragilestatesindex.org>)
- IFSPCS (2021) Madagascar [Grand South]: Integrated Food Security Phase Classification Snapshot | April - December 2021 Snapshot April - December 2021 (<https://reliefweb.int/report/madagascar/madagascar-grand-south-integrated-food-security-phase-classification-snapshot>)
- Institut National de la Statistique (INSTAT, 2021). Madagascar, enquête démographique et de santé 2021. Rapport de synthèse.
- Météo France (2022). Une saison cyclonique 2021/2022 du Sud-Ouest océan indien inédite à plus d'un titre, Mai 2022. <https://www.cycloneoi.com/archives-blog/cyclone/une-cyclonique-2021-2022-du-sud-ouest-ocean-indien-inedite-a-plus-d-un-titre.html>
- PNUD & DPPA, Septembre 2022).
- OCDE (2022). Rapport State of fragility 2022 de l'OCDE ([https://www.oecd-ilibrary.org/sites/c7fedf5e-en/index.html?itemId=/content/publication/c7fedf5e-en&\\_csp\\_=ed992425c7db5557b78226a6c98c6daf&itemIGO=oecd&itemContentType=book#section-d1e9853](https://www.oecd-ilibrary.org/sites/c7fedf5e-en/index.html?itemId=/content/publication/c7fedf5e-en&_csp_=ed992425c7db5557b78226a6c98c6daf&itemIGO=oecd&itemContentType=book#section-d1e9853)
- OCHA. Madagascar. Humanitarian snapshot. Mai 2022. <https://reliefweb.int/report/madagascar/madagascar-humanitarian-snapshot-may-2022>
- United Nations (2020), United Nations Common Guidance on Helping Build Resilient Societies, New York (UN).
- UNCT (2021). La sélection des Zones de Convergences 2021-2023 : approche et proposition. Septembre 2021.
- UNHABITAT, The Mcharg Center, NE Architecture. An integrated approach to strengthening climate action, improved urban environment, and resilience settlements for the urban poor. Mapping of Morondava. Mai 2022
- UNICEF. Vers une protection sociale universelle et inclusive pour les enfants à Madagascar. Juin 2021. <https://www.unicef.org/madagascar/media/7201/file/Vers%20une%20protection%20sociale%20universelle%20et%20inclusive%20pour%20les%20enfants%20à%20Madagascar.pdf>
- WWF (2022) <https://www.wwf.fr/espaces-prioritaires/madagascar> UNHABITAT, The Mcharg Center, NE Architecture. An integrated approach to strengthening climate action, improved urban environment, and resilience settlements for the urban poor. Mapping of Morondava. Mai 2022
- WWF (2022) <https://www.wwf.fr/espaces-prioritaires/madagascar>

11. Sur un aperçu sur le travail d'UNICEF en matière de protection sociale voir : <https://www.unicef.org/madagascar/programme/pse/protection-sociale>

12. Banque Mondiale : <https://www.banquemondiale.org/fr/results/2016/09/19/in-madagascar-safety-net-programs-promote-nutrition-early-childhood-development-supports-productive-activities-of-the-poor>

13. La GIZ et la compagnie d'assurance Malagasy ARO travaille actuellement sur un projet d'assurance paramétrique agricole conditionnée par le rendement.



## NATIONS UNIES MADAGASCAR




ANALYSE COMMUNE DE PAYS  
DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES  
À MADAGASCAR

Maison Commune des Nations Unies  
Zone Galaxy, Rue du Dr Raseta Andraharo  
Antananarivo 101 - Madagascar  
Téléphone: +261 20 23 300 92 / +261 32 07 466 69

Retrouvez-nous sur

 [madagascar.un.org](http://madagascar.un.org)

 UN Madagascar

 un\_madagascar

 @UNMadagascar

 CINU Antananarivo